La crise des médias s'aggrave

Autor(en): **Müller, Jürg**

Objekttyp: **Article**

Zeitschrift: **Revue suisse : la revue des Suisses de l'étranger**

Band (Jahr): **45 (2018)**

Heft 3

PDF erstellt am: **29.05.2024**

Persistenter Link: https://doi.org/10.5169/seals-911655

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.
Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.
Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Ein Dienst der *ETH-Bibliothek*
ETH Zürich, Rämistrasse 101, 8092 Zürich, Schweiz, www.library.ethz.ch

http://www.e-periodica.ch

moitié les redevances. On notera que quasiment tous les partis, y compris les Verts, ont appelé la SSR à prendre d'autres mesures de réduction des coûts et des effectifs. Seule exception: le PS, qui a estimé qu'il fallait arrêter d'attaquer en permanence la SSR. «Le message de la population est clair. Il faut arrêter ce cirque», a déclaré le chef de fraction Roger Nordmann.

Les Suisses disent oui au nouveau régime financier

Les finances de la Confédération sont une nouvelle fois assurées. Le 4 mars, le peuple a approuvé l'arrêté fédéral concernant le nouveau régime financier 2021. Le projet ne comportait en soi pas de nouveauté, mais prévoyait la continuité de la politique menée jusqu'alors. Le régime financier actuel, qui expire en 2020, sera donc reconduit jusqu'à 2035 avec l'aval du peuple. L'impôt fédéral direct (IFD) et la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) représentent près de deux tiers de l'ensemble des recettes de la Confédération, et partant, ses deux principales sources de recettes. L'impôt sur les huiles minérales, les droits de timbre, l'impôt sur le tabac et l'impôt anticipé sont d'autres sources de financement des caisses fédérales.

C'est une spécificité du fédéralisme suisse: la validité du système d'impôt fédéral est toujours limitée dans le temps. Le Conseil fédéral souhaitait initialement modifier le régime financier fédéral de manière à pouvoir prélever ces deux impôts sur une durée indéterminée. Mais, en raison de l'opposition qui s'est manifestée durant la consultation, il sera à présent renouvelé pour seulement 15 ans. Le principal argument en faveur de ce système est que la durée limitée et la votation populaire confèrent aux impôts une plus grande légitimité démocratique. (JM)

La crise des médias s'aggrave

Après la SSR, l'Agence Télégraphique Suisse (ats) est la deuxième institution des médias suisses à se retrouver dans la tourmente. Et la concentration du marché des médias continue sa marche en avant.

JÜRG MÜLLER

En pleine campagne référendaire autour de l'initiative No Billag, divers événements survenus au cours des premiers mois et semaines de l'année montrent que la crise qui bouleverse le paysage médiatique suisse s'est encore aggravée. L'Agence Télégraphique Suisse (ats) est en pleine tempête. Après la SSR, il s'agit de la deuxième institution médiatique du service public à se retrouver dans la tourmente. À tel point qu'un mouvement de grève de plusieurs jours a été décrété et suivi par la rédaction fin janvier – une situation extrêmement rare pour les médias suisses. En annonçant qu'elle allait supprimer une quarantaine de postes à plein temps sur les 150 à court terme, la direction de l'agence a mis le feu aux poudres. Le CEO Markus Schwab a ensuite remis de l'huile sur le feu avec ses déclarations controversées dans la presse: «L'ats n'a de comptes à rendre qu'à ses actionnaires. Nous ne sommes pas une organisation à but non lucratif.» Des propos qui contredisent pourtant ce qui est affirmé sur le site web: «L'ats ne poursuit pas d'objectifs financiers orientés vers le profit.»

Si l'ats est peu connue du grand public, elle n'en demeure pas moins, en sa qualité d'agence de presse nationale, un acteur incontournable et central du journalisme suisse et, partant, une composante indispensable du service public médiatique. L'ancien conseiller fédéral PLR Kaspar Villiger avait un jour qualifié l'agence, à juste titre, de «Förderband der Realität», autrement dit de bande transporteuse où les faits sont exposés à l'état brut. Elle diffuse ses dépêches 24 heures sur 24 et fournit du contenu à quasiment toute la presse du pays, mais également à ses autorités, organisations et entreprises, et ce, en trois langues. Étant donné que l'agence couvre de manière quasi exhaustive l'ensemble des débats parlementaires et l'actualité politique et économique du pays, elle revêt en outre une fonction d'archives qui est essentielle.

Des recettes en forte baisse

Pour comprendre les enjeux très complexes, un gros plan sur l'histoire et la structure de l'entreprise s'impose. Fondée en 1895 par les éditeurs suisses, l'ats est d'emblée confrontée à un conflit fondamental: l'agence est la propriété de groupes de presse qui sont également ses clients. Alors que les propriétaires ont intérêt à ce que l'agence prospère, les éditeurs visent les tarifs les plus bas possibles. Tant que le paysage médiatique était florissant, cette contradiction ne posait pas vraiment problème. Jusqu'à récemment, les tarifs étaient toutefois fonction du tirage de journaux imprimés. Les déboires actuels de l'ats s'expliquent notamment par la baisse des ventes dans la presse écrite. En début d'année, un nouveau système a été mis en place. Au tirage papier vient désormais s'ajouter un deuxième élément pour les tarifs: la pénétration des médias imprimés et en ligne.

Toutefois, la direction a estimé nécessaire de supprimer des postes en raison de la forte chute des recettes à court terme. La rédaction a reproché aux dirigeants d'agir sans stratégie. Elle s'interroge sur les prestations que l'ats sera en mesure de fournir à l'ave-

nir avec un effectif réduit. Autre enjeu de taille: les quelque 2,7 millions de francs versés chaque année par l'Administration fédérale, qui est cliente de l'agence. Ce qui pose une autre question de nature politique: la Confédération doit-elle continuer de soutenir financièrement l'ats à l'avenir?

Parallèlement à la crise qui frappe l'ats, les médias traditionnels subissent eux aussi de profonds bouleversements. En 2017, la baisse des recettes publicitaires, principale source de recettes des groupes de presse, qui profite aux géants d'internet, a été un coup dur. La diversité de la presse s'appauvrit, alors que la concentration s'intensifie. Les rédactions sont regroupées et alimentent divers titres de journaux de manière centralisée.

Cette tendance a été initiée par Tamedia, le plus grand groupe de presse helvétique. En 2017, elle a mis en action le mouvement de concentration interne le plus spectaculaire. Le groupe continue de proposer ses 14 titres de journaux, mais les rubriques politique nationale, actualité étrangère, économie, culture, société, éclairage, science et sport ont toutes été regroupées au sein d'une seule rédaction centralisée.

Le président du conseil d'administration de Tamedia et éditeur Pietro Supino a conscience que le regroupement des rédactions est un «point sensible» car il en va de «l'identité de chaque titre». Dans son édition spéciale «125 ans Tamedia» publiée début mars 2018, il déclare: «C'est pourquoi il est primordial que notre nouvelle structure, avec des ressources regroupées, donne naissance à un meilleur journalisme et à une nouvelle identité. Si nous échouons, on dira – à juste titre – que nous avons détruit nos valeurs. Mais si nous réussissons, et nous sommes sur la bonne voie, nous créerons une base solide pour l'avenir du journalisme en Suisse.»

«Fonctionnement mis en péril»

Cette évolution, les délégués des rédactions la voient d'un œil très critique, estimant qu'elle conduit à des situations grotesques: certains de ces secteurs centraux sont en sureffectif parce que des journalistes de titres divers y ont été regroupés. En revanche, dans les secteurs locaux qui sont maintenus pour les différents journaux, on manque parfois de personnel parce que les postes ne sont pas repourvus après un départ. Selon un observateur privilégié, le fonctionnement des rédactions serait donc mis en péril. De toute évidence, le groupe compte sur des départs naturels. Reste que si le nombre de départs volontaires demeure insuffisant, une vague de licenciements est à redouter dans un avenir proche.

Dans l'intervalle, le groupe Tamedia a lancé la procédure de rachat de Goldbach, société spécialisée dans la commercialisation d'espaces publicitaires. Objectif: devenir l'une des sociétés de commercialisation ayant la plus grande portée en Suisse. Goldbach organise la majorité de la publicité des chaînes de télévision privées allemandes présentes en Suisse.

Depuis avril 2018, l'éditeur grison Somedia suit le même chemin que Tamedia. Les quotidiens *Südostschweiz* et *Bündner Tagblatt*, jusqu'à présent gérés en autonomie, seront également pilotés par une rédaction centrale. Toujours avec le même objectif: créer des synergies et réaliser des économies – avec de possibles suppressions de postes à la clé.